

VILLE DE LAVAL

BUDGET PRIMITIF 2018

Rapport de présentation



SOMMAIRE

Introduction	1
1. Le budget principal	2
1.1. Les équilibres financiers	2
1.2. Les produits de fonctionnement.....	3
1.3. Les charges de fonctionnement.....	5
1.4. Le budget par politique publique.....	7
1.4.1. Mobilité	8
1.4.2. Aménagement	8
1.4.3. Espaces publics et environnement.....	8
1.4.4. Culture / Tourisme et patrimoine	9
1.4.5. Sport	10
1.4.6. Education et famille	10
1.4.7. Solidarité et santé	11
1.4.8. Vie démocratique et citoyenneté	11
1.4.9. Administration générale.....	12
1.4.10. Pilotage stratégique et performance.....	13
2. Les budgets annexes	14
2.1. Le budget parking	14
2.2. Autres budgets annexes	14

INTRODUCTION

Le budget primitif (BP) 2018 fait apparaître la poursuite du redressement des finances de la ville et le cercle vertueux dans lequel elle s'inscrit depuis 2016.

La capacité d'autofinancement, c'est à dire la capacité à investir sans emprunter, est portée à 1M€. Pour le financement des 7,5M€ d'investissements 2018, la ville n'empruntera que 6,1M€. Ce moindre recours à l'emprunt réduira notre charge de dette 2018 ce qui aura un effet bénéfique sur notre autofinancement à venir. L'encours de notre dette baissera de 1,5M€ en 2018. Il faut noter l'amélioration de nos critères d'analyse financière : L'épargne brute progresse de 46% et l'épargne nette se redresse de 38%.

En conséquence, le volume des cessions immobilières peut être abaissé, témoin d'une moindre dépendance à ces recettes. Toutefois nous continuerons notre politique de gestion active de notre patrimoine immobilier car, au-delà de la contribution nécessaire un temps à l'équilibre du budget de la ville, nous considérons qu'il reste pertinent de céder des bâtiments dont nous n'avons pas besoin et qui coûtent à entretenir.

Le BP 2018 est un budget contraint ;

Les recettes de fonctionnement baissent de 1,5%. Selon les informations dont nous disposons, l'exonération de taxe d'habitation prévue par le gouvernement ne devrait pas comporter d'incidence budgétaire significative pour les quelques années à venir.

Les dépenses de fonctionnement baissent de 0,3% à périmètre constant. L'effort d'économies est important et aboutit à une baisse des charges à caractère général de 3,1%, des charges financières de 6,6%, et des autres charges de gestion de 3,1%. Seules les dépenses de personnel augmentent de 0,6% sous l'effet des progressions de grade et d'échelon des agents.

En dépit de ces contraintes, l'investissement reste élevé, conformément au plan pluriannuel d'investissement qui prévoit pour le mandat un investissement total brut de 68M€ dont 45,5M€ net financé par la ville.

Enfin ce BP démontre la création et le fonctionnement des outils de pilotage qui faisaient tant défaut à notre commune. Le BP est présenté par politique publique. Il est désormais possible à chaque citoyen de connaître en détail l'utilisation qui est faite de l'argent public. Il est également possible à chaque élu d'avoir une vision globale et précise des moyens accordés à chaque politique publique et de pouvoir choisir de manière éclairée les secteurs qu'il entend promouvoir.

1. LE BUDGET PRINCIPAL

1.1. Les équilibres financiers

Les produits de fonctionnement s'élèvent à 62,2 M€ pour 56,9 M€ de dépenses de fonctionnement soit une épargne brute de 5,3 M€. Elle est en forte progression par rapport à 2016 (+1,6 M€), conforme aux orientations du DOB.

Le remboursement de capital progressant de 0,2M€ en raison du profil d'extinction de dette, l'épargne nette progresse de 1,4 M€ par rapport à 2017.

Les ressources propres d'investissement sont en diminution de 0,5 M€ qui résulte :

- d'une baisse de 1 M€ des cessions qui se fixent à 1,6 M€.
- et d'un accroissement du FCTVA de 0,5 M€ s'expliquant par le niveau élevé d'investissement de 2017 induit par la construction de la passerelle de la gare.

Au final, l'objectif de capacité d'autofinancement de 1 M€ est atteint.

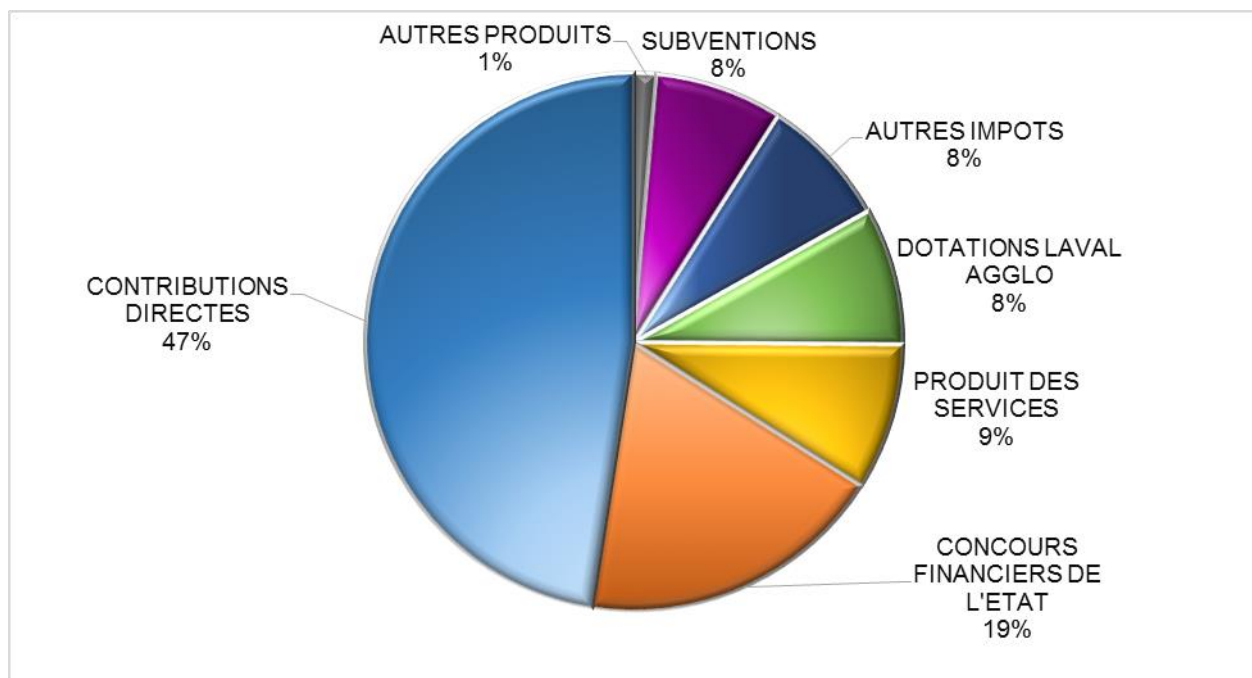
<i>en milliers d'euro</i>	bp2017	bp2018
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	63 091	62 156
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 055	5 488
TRAVAUX EN REGIE (72)	175	175
IMPOTS ET TAXES (73)	39 890	39 518
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 147	16 277
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	621	507
ATTENUATION DE CHARGES (013)	191	191
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	12	0
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	59 472	56 861
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)*	10 588	10 256
CHARGES DE PERSONNEL (012)	37 635	35 350
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	1	341
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 839	6 709
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76 - 78)**	3 820	3 572
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	579	623
PROVISIONS (68)	10	10
EPARGNE BRUTE (d = a + c - b)	3 619	5 295
- REMBOURSEMENT CAPITAL	7 345	7 575
EPARGNE NETTE (e)	-3 726	-2 280
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (g)	3 740	3 280
FCTVA	960	1 500
TAXE AMENAGEMENT NET	180	180
CESSIONS	2 600	1 600
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (h = e - f + g)	14	1 000
<i>* Hors matériaux travaux en régie</i>		

Les investissements s'élèvent à 7,5 M€ pour 0,4M€ de subventions, soit un investissement net de 7,1 M€ financé à hauteur de 1 M€ par l'autofinancement et 6,1 M€ par des emprunts. Le remboursement de capital s'élevant à 7,6 M€, cela signifie un désendettement de la commune de 1,5 M€.

<i>en milliers d'euro</i>	bp2017	bp2018
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (h)	14	1 000
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	12 946	7 494
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	5 306	382
INVESTISSEMENTS NETS (i)	7 640	7 112
EMPRUNT D'EQUILIBRE (j = i - h)	7 626	6 112

1.2. Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement se composent principalement des contributions directes, des concours financiers de l'Etat et des dotations de Laval Agglomération qui en représentent globalement 75%.



en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	63 091	62 156	-1,5%
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 055	5 488	-9,4%
TRAVAUX EN REGIE (72)	175	175	0,0%
IMPOTS ET TAXES (73)	39 890	39 518	-0,9%
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 147	16 277	0,8%
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	621	507	-18,4%
ATTENUATION DE CHARGES (013)	191	191	0,0%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	12	0	-100,0%

Par rapport au budget 2017, les produits de fonctionnement sont en diminution de 1,5% ce qui s'explique essentiellement par l'impact du transfert de l'enseignement artistique à l'agglomération.

- **Les produits des services**

Les produits des services sont en diminution de 9,4% cette baisse résultant du transfert de compétence, les produits augmentant de 0,2% à périmètre constant.

en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 055	5 488	-9,4%
ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	579	0	-100,0%
AUTRES	5 476	5 488	0,2%

- **Les impôts et taxes :**

Les impôts et taxes sont en diminution de 0,9% en raison :

- de la baisse des dotations communautaires suite au transfert de la compétence enseignement artistique,
- de la baisse du FPIC.

A l'inverse les droits de stationnement vont fortement augmenter en 2018 du fait de la transformation des amendes de police qui étaient perçues en investissement en forfait post stationnement, comptabilisé en fonctionnement, à compter du 1^{er} janvier.

en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
IMPOTS ET TAXES (73)	39 890	39 518	-0,9%
CONTRIBUTIONS DIRECTES	28 825	29 525	2,4%
DOTATIONS COMMUNAUTAIRES	6 865	5 133	-25,2%
DROITS DE MUTATION	1 250	1 250	0,0%
TAXE ELECTRICITE	900	900	0,0%
DROITS DE STATIONNEMENT	700	1 490	s.o.
FPIC	635	505	-20,5%
TAXE SUR LA PUBLICITE	600	600	0,0%
AUTRES	115	115	0,0%

- **Les dotations et participations :**

Elles augmentent de 0,8% par rapport au budget 2017 malgré le transfert de l'enseignement artistique. Cette hausse résulte de nouvelles subventions pour le temps périscolaire et pour l'archéologie.

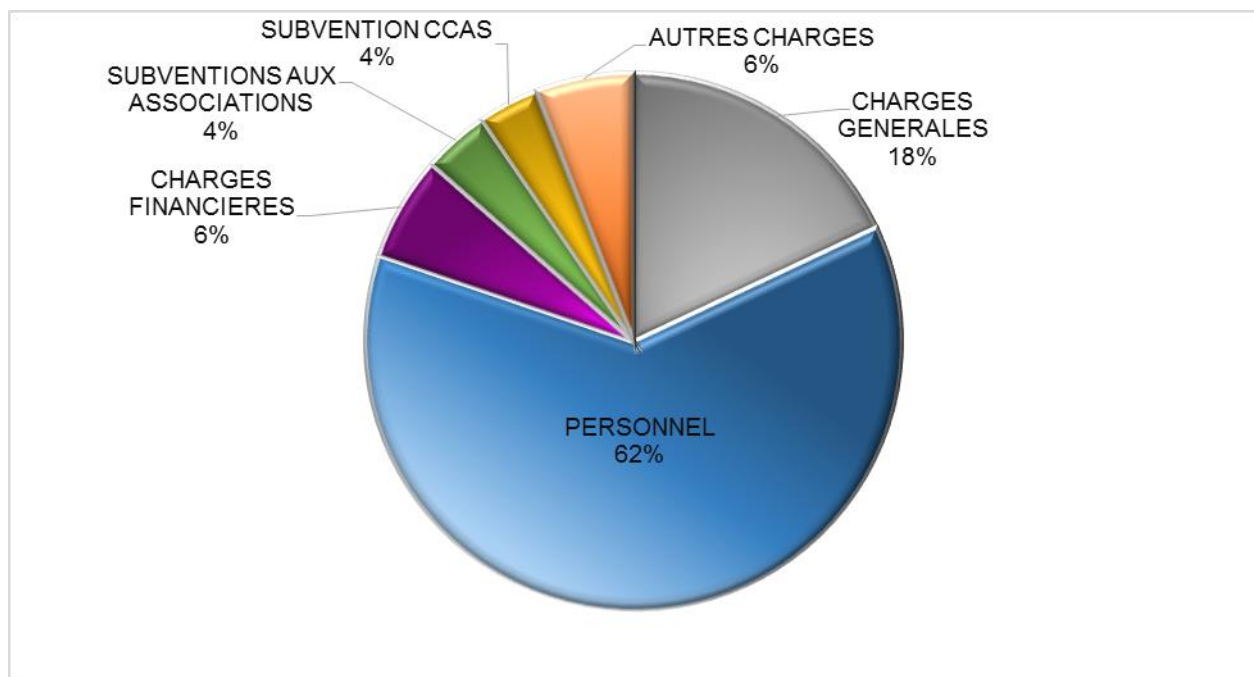
en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 147	16 277	0,8%
DOTATION FORFAITAIRE	7 775	7 650	-1,6%
DOTATION SOLIDARITE URBAINE	1 550	1 830	18,1%
DOTATION PEREQUATION	425	510	20,0%
COMPENSATIONS FISCALES	1 625	1 535	-5,5%
ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	232	0	-100,0%
SUBVENTIONS TAP	757	883	16,6%
SUBVENTION DRAC ARCHEOLOGIE	0	115	s.o.
AUTRES	3 783	3 755	-0,8%

- **Les autres produits de fonctionnement courant :**

Les autres produits de fonctionnement courant sont en forte diminution (-18%) notamment en raison de la fin du loyer pour la résidence de l'Epine, l'EHPAD étant appelé à déménager en juillet.

en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
AUTRES PRODUITS DE FONCT. COURANT (75)	621	507	-18,4%
LOYER EPINE	166	83	-50,0%
LOYER 45 RUE VAL DE MAYENNE	44	0	-100,0%
LOYER FOIRAIL	12	45	287,0%
LOYER DACTERIE	16	0	-100,0%
AUTRES LOYERS	308	307	-0,2%
REDEVANCE DSP CHAUFFAGE	76	72	-5,3%
AUTRES	71	45	n.s.

1.3. Les charges de fonctionnement



Par rapport à 2017, les charges de fonctionnement sont en diminution de 4,4% (-0,3% hors impact du transfert de compétence).

en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT*	59 472	56 861	-4,4%
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	10 588	10 256	-3,1%
CHARGES DE PERSONNEL (012)	37 635	35 350	-6,1%
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	1	341	n.s.
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 839	6 709	-1,9%
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76 - 78)	3 820	3 572	-6,5%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	579	623	7,6%
PROVISIONS (68)	10	10	0,0%

- **Les charges à caractère général :**

en milliers d'euro	bp2017	bp2018	EVOL°
CHARGES A CARACTERE GENERAL*	10 588	10 256	-3,1%
ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	177	0	-100,0%
FORFAIT POSTSTATIONNEMENT	0	370	s.o.
ELECTRICITE ET GAZ	1 988	1 895	-4,7%
CARBURANT	590	550	-6,8%
HONORAIRES	202	148	-26,7%
LOCATIONS IMMOBILIERES	567	500	-11,8%
AUTRES	7 064	6 793	-3,8%

Les charges à caractère général sont en diminution de 3,1%.

Les dépenses d'énergie contribuent à cette baisse notamment pour l'électricité et le gaz (-4,7%) ce qui s'explique par de mesures d'économie d'éclairage public (variateurs d'intensité,...).

A noter la prestation pour le contrôle du stationnement de 370 m€, facteur de hausse des dépenses.

- **Les dépenses de personnel :**

Les dépenses de personnel s'élèvent à 35 350 m€, soit une baisse de 6,1%. Hors impact du transfert de compétence, elles sont en hausse de 0,6% qui s'explique essentiellement par les avancements d'échelon (145 m€) et de grade (40 m€).

- **Les autres charges de gestion :**

Les autres charges de gestion sont globalement en baisse de 1,9%.

- **Les charges financières :**

Les frais financiers sont en diminution de 6,5%, ce qui s'explique par :

- la faiblesse des taux d'intérêt qui perdure faisant que les nouveaux emprunts ont des taux d'intérêt de l'ordre de 1,5%,
- le refinancement de l'emprunt sous-jacent du swap toxique par un emprunt à taux fixe faisant qu'il n'est plus nécessaire de prévoir un risque de hausse de taux sur ce produit volatile dont l'encours est de l'ordre de 10 M€.

<i>en milliers d'euro</i>	bp2017	bp2018	EVOL°
FRAIS FINANCIERS	3 820	3 572	-6,5%
INTERETS DE LA DETTE	2 615	2 323	-11,2%
SWAP NETS	90	99	10,0%
SWAP €CHF	1 095	1 095	0,0%
AUTRES	20	55	n.s.

- **Les charges exceptionnelles :**

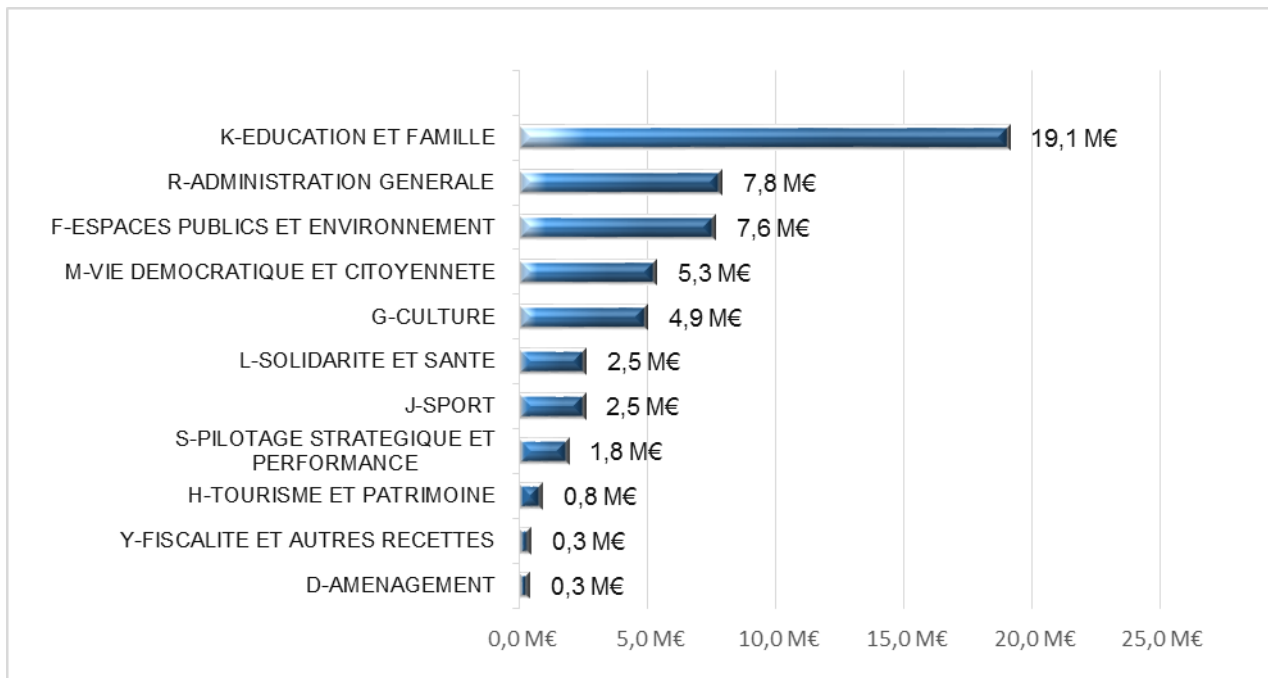
Les dépenses exceptionnelles sont en hausse de 7,6% en raison d'une indemnisation due au titre de la ZAC Val de Mayenne.

<i>en milliers d'euro</i>	bp2017	bp2018	EVOL°
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	579	623	7,6%
SUBVENTION PARKING	479	411	-14,2%
INDEMNISATION ZAC VAL DE MAYENNE	0	120	s.o.
BONIFICATION INTERETS MEDUANES	10	10	0,0%
AUTRES	90	82	-8,9%

1.4. Le budget par politique publique

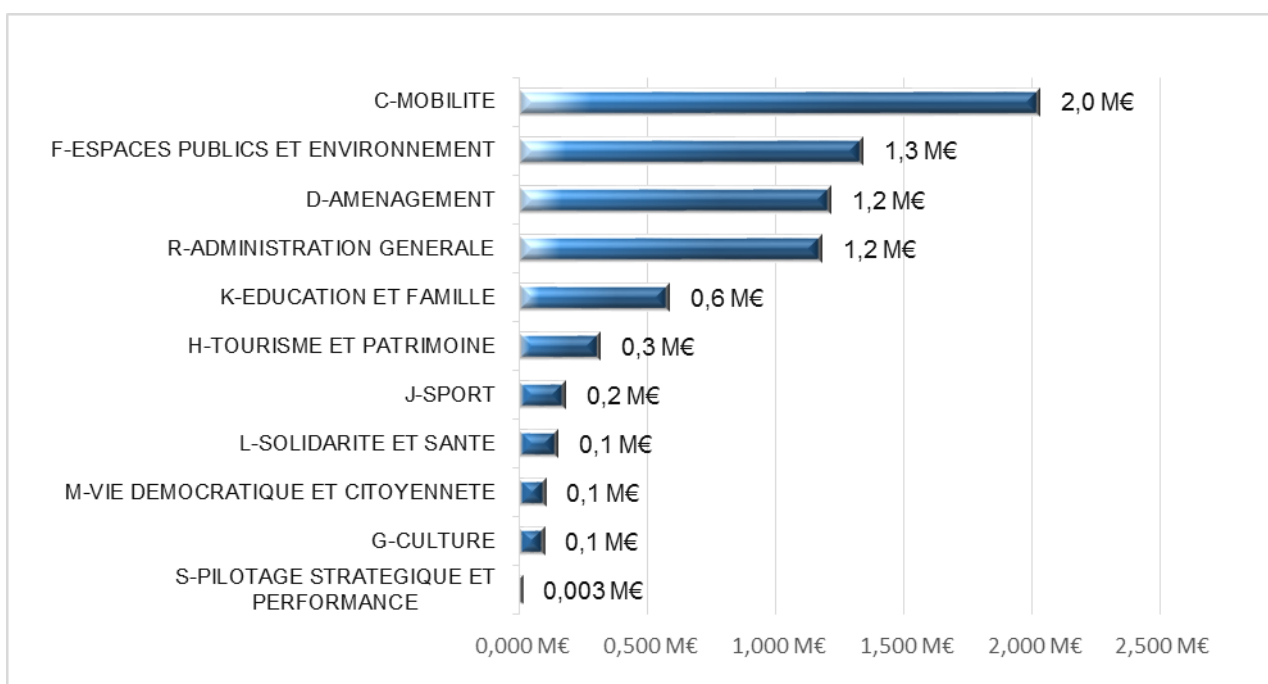
- **Les dépenses de fonctionnement :**

Hors dette, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 52,9 M€. Avec un total de 19,1 M€, la mission "éducation famille" représente 36% de ces dépenses.



- **Les dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 7,5 M€. Avec un total de 2M€, la mission "mobilité" représente 29% de ces dépenses.



1.4.1. MOBILITE

Au niveau de la ville, cette politique ne porte que sur l'investissement avec le pôle d'échange multimodal.

En 2018, l'aménagement du pôle d'échange multimodal porté par la SPLA va se poursuivre et la ville va être amenée à verser 2 M€ pour cette opération.

INVESTISSEMENT		DEPENSES
<i>en milliers d'euro</i>		
CC2-Grandes infrastructures		2 024
PEM GARE		2 024
	RUE COUBERTIN	335
	PONT DE PARIS	203
	RUE DES TROIS REGIMENTS	1 486
TOTAL MOBILITE		2 024

1.4.2. AMENAGEMENT

La politique de l'aménagement s'équilibre en fonctionnement et porte essentiellement sur des opérations de fouille archéologique prévues en 2018. L'investissement s'élève pour 2018 à 1,2 M€, les principales opérations portant sur la ZAC Ferrié, la voie nouvelle des Pommeraies et les études du centre-ville.

FONCTIONNEMENT		DEPENSES	RECETTES
<i>en milliers d'euro</i>			
DD3-Amenagement urbain		294	292
TOTAL AMENAGEMENT		294	292

INVESTISSEMENT		DEPENSES
<i>en milliers d'euro</i>		
DD3-Amenagement urbain		1 207
AMENAGEMENTS CENTRE VILLE		200
	CENTRE VILLE	200
DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS		87
	EXTENSION ERDF	20
	HILARD	67
PRU POMMERAIES		400
	VOIE NOUVELLE	400
PRU SAINT NICOLAS		120
	ETUDES	120
ZAC FERRIE		400
	ZAC FERRIE	400
TOTAL AMENAGEMENT		1 207

1.4.3. ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la politique des espaces publics représentent 7,6 M€ dont 6 M€ au titre des espaces publics. La sécurité et réglementation représente une dépense de 1,2 M€ pour 2,3 M€ de recettes apportées notamment par les recettes des horodateurs, le forfait post stationnement qui va être mis en œuvre au 1^{er} janvier et la taxe locale sur la publicité.

En matière d'investissement, il s'élève à 1,7 M€ dont 1,4 M€ au titre de la qualité des espaces publics. En 2018, une première tranche de rénovation de la rue de Bretagne sera entreprise.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
FF1-Qualite des espaces publics	6 022	278
FF2-Securite et reglementation	1 201	2 280
FF4-Eau et assainissement	90	0
FF6-Strategie environnementale	246	61
TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	7 559	2 619

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
FF1-Qualite des espaces publics	1 376	350
DOTATION EQUIPEMENTS	42	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	361	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	181	0
VESTIAIRES PERRINE	180	0
PLAN QUALITE VOIRIE	923	0
PLAN QUALITE ECLAIRAGE PUBLIC	105	0
PLAN QUALITE SIGNALISATION	20	0
PLAN QUALITE VOIRIE	738	0
REAMENAGEMENT DE RUES	60	0
PROGRAMME ACCESSIBILITE	50	0
ACCESSIBILITE VOIRIE	50	0
AMENDES DE POLICE	0	350
FF2-Securite et reglementation	115	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	15	0
POTEAUX INCENDIE	15	0
SECURISATION ESPACES PUBLICS	100	0
MOBILIER URBAIN	50	0
VIDEOPROTECTION	50	0
FF4-Eau et assainissement	190	0
EAUX PLUVIALES	190	0
TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	1 681	350

1.4.4. CULTURE / TOURISME ET PATRIMOINE

Les dépenses de fonctionnement de la politique culturelle et du patrimoine représentent 5,7 M€ dont 3,2 M€ pour la création et la diffusion artistiques. Les investissements vont s'élever à 0,4M€ dont 60 m€ pour le déplacement des réserves des musées.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
GG1-Enseignement artistique et culturel	45	23
GG2-Creation et diffusion artistiques	3 194	317
GG3-Lecture publique	1 658	7
HH1-Animation touristique et patrimoniale	380	26
HH4-Gestion / conservation du patrimoine	427	0
TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE	5 704	373

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES
GG2-Creation et diffusion artistiques		86
DOTATION EQUIPEMENTS		26
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS		60
RESERVES MUSEES		60
GG3-Lecture publique		2
DOTATION EQUIPEMENTS		2
HH1-Animation touristique et patrimoniale		7
DOTATION EQUIPEMENTS		7
HH4-Gestion / conservation du patrimoine		299
DOTATION EQUIPEMENTS		24
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS		200
PRESBYTERE CATHEDRALE		75
TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE		395

1.4.5. SPORT

Les dépenses de fonctionnement de la politique sportive s'élève à 2,5 M€ dont 1,7 M€ au titre des équipements sportifs de proximité. L'investissement est prévu à hauteur de 0,2 M€.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
JJ2-Equipements sportifs de proximite	1 671	132
JJ3-Soutien au sport de haut niveau	105	0
JJ4-Soutien a la pratique et a l'évènementiel sportif	703	3
TOTAL SPORT	2 479	135

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES
JJ2-Equipements sportifs de proximite		172
DOTATION EQUIPEMENTS		22
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS		150
TOTAL SPORT		172

1.4.6. EDUCATION ET FAMILLE

Les dépenses de fonctionnement de la politique "éducation et familles" s'élèvent à 19,1 M€ dont 4,6 M€ pour la petite enfance, 8,8 M€ pour l'enfance (écoles et ALSH) et 4,8 M€ pour la restauration collective. L'investissement s'élève à 0,6 M€ avec une attention particulière portée à la crèche Tire d'Aile, l'école d'Hilard et l'école de la Senelle.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
KK1-Petite enfance 0-3 ans	4 579	2 992
KK2-Enfance 2-12 ans	8 844	1 991
KK3-Jeunesse 12-25 ans	886	160
KK4-Famille parentalité	9	9
KK5-Restauration collective	4 759	1 775
TOTAL EDUCATION ET FAMILLE	19 077	6 927

INVESTISSEMENT <i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
KK1-Petite enfance 0-3 ans	105	5
DOTATION EQUIPEMENTS	30	5
DOTATION EQUIPEMENTS	20	5
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS	10	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	75	0
CRECHE A TIRE D'AILE	50	0
PLAN QUALITE PETITE ENFANCE	25	0
KK2-Enfance 2-12 ans	437	0
DOTATION EQUIPEMENTS	65	0
DOTATION EQUIPEMENTS	30	0
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS	35	0
PLAN QUALITE ECOLES	322	0
DOTATION EQUIPEMENTS ECOLES	22	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ECOLES	50	0
PLAN QUALITE ECOLES	250	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	50	0
PLAN QUALITE ALSH	50	0
KK3-Jeunesse 12-25 ans	3	0
DOTATION EQUIPEMENTS	3	0
KK5-Restauration collective	35	0
DOTATION EQUIPEMENTS	35	0
TOTAL EDUCATION ET FAMILLE	580	5

1.4.7. SOLIDARITE ET SANTE

Les dépenses de fonctionnement de la politique "solidarité et santé" s'élèvent à 2,5 M€ dont 2,1 M€ pour la subvention au CCAS. En investissement, la ville va apporter 0,14M€ à la réalisation de la maison de santé.

FONCTIONNEMENT <i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
LL1-Actions sociales	2 390	151
LL5-Sante	131	47
TOTAL SOLIDARITE ET SANTE	2 522	198

INVESTISSEMENT <i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES
LL5-Sante	140
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	140
MAISON DE SANTE	140
TOTAL SOLIDARITE ET SANTE	140

1.4.8. VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE

Les dépenses de fonctionnement de la politique "vie démocratique et citoyenneté" s'élèvent à 5,3 M€ dont 2,3 M€ pour la vie des quartiers et des commerces. L'investissement s'élève à 0,1 M€.

FONCTIONNEMENT <i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
MM1-Democratie locale	701	27
MM2-Vie Citoyenne	1 772	181
MM3-Vie des quartiers et commerces	2 320	907
MM4-Vie associative	459	0
TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	5 251	1 115

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
MM1-Democratie locale	45	27
DOTATION EQUIPEMENTS	30	12
DOTATION EQUIPEMENTS	15	12
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS	15	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	15	15
PROJETS COLLABORATIFS	15	15
MM2-Vie Citoyenne	18	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	18	0
PLAN QUALITE CIMETIERES	18	0
MM3-Vie des quartiers et commerces	35	0
DOTATION EQUIPEMENTS	10	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	25	0
PLAN QUALITE MAISONS QUARTIER	25	0
MM4-Vie associative	22	0
DOTATION EQUIPEMENTS	22	0
TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	120	27

1.4.9. ADMINISTRATION GENERALE

Les dépenses d'administration générale s'élèvent à 7,8 M€ dont 2,9 M€ pour la gestion du patrimoine et 2,2 M€ aux moyens généraux (garage, imprimerie,...). Les investissements s'élèvent à 1,2 M€ dont 375 m€ de véhicules pour l'ensemble des services et 150m€ pour l'accessibilité des bâtiments.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>	DEPENSES	RECETTES
RR1-Gestion budgétaire et financière	178	0
RR2-Gestion des Ressources Humaines	1 932	634
RR3-Systèmes d'information et télécommunications	314	74
RR4-Gestion du patrimoine bâti et foncier	2 868	1 658
RR5-Sécurité juridique et commande publique	314	0
RR6-Moyens généraux	2 216	312
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE	7 823	2 677

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES
RR1-Gestion budgetaire et financiere		17
DOTATION EQUIPEMENTS		17
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS		17
RR2-Gestion des Ressources Humaines		13
DOTATION EQUIPEMENTS		13
DOTATION EQUIPEMENTS		5
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS		8
RR3-Systemes d information et telecommunicat ions		185
DOTATION EQUIPEMENTS		185
EQUIPEMENT INFORM ET LOGICIELS		185
RR4-Gestion du patrimoine bati et foncier		505
DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS		5
GESTION FONCIERE		5
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS		350
CENTRE ADMINISTRATIF		150
PLAN QUALITE EQUIPTS PUBLICS		200
PROGRAMME ACCESSIBILITE		150
ACCESSIBILITE BATIMENTS		150
RR5-Securite juridique et commande publique		45
DOTATION EQUIPEMENTS		20
HORS OPERATIONS		25
FRAIS INSERTION		25
RR6-Moyens generaux		408
DOTATION EQUIPEMENTS		408
DOTATION EQUIPEMENTS		33
PARC VEHICULES		375
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE		1 172

1.4.10. PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE

Les dépenses pour le pilotage stratégique s'élèvent à 1,8 M€ en fonctionnement et 3 m€ en investissement.

FONCTIONNEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>		
	DEPENSES	RECETTES
SS1-Vie communautaire et communale	1 219	22
SS2-Communication externe	593	0
SS3-Performance et communication interne	17	0
TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE	1 829	22

INVESTISSEMENT		
<i>en milliers d'euro</i>		DEPENSES
SS2-Communication externe		3
DOTATION EQUIPEMENTS		3
TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE		3

2. LES BUDGETS ANNEXES

2.1. Le budget parking

<i>en milliers d'euro</i>	bp2017	bp2018
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	536	519
PRODUIT DES SERVICES (70)	0	0
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74)	479	411
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	57	108
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	226	212
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	0	0
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	226	212
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	0	0
EPARGNE BRUTE (c = a - b)	310	307
- REMBOURSEMENT CAPITAL	272	287
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (d)	38	20
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	38	20
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
INVESTISSEMENTS NETS (e)	38	20
EMPRUNT D'EQUILIBRE (f = e - d)	0	0

Le budget parkings retrace les opérations suivantes :

- Annuités de dette des emprunts conservés par la ville,
- Redevance du délégataire,
- Amortissements des dépenses et subventions d'investissement réalisées.

L'augmentation de la redevance versée par le délégataire permet de réduire la subvention d'équilibre.

2.2. Autres budgets annexes

- **Budget lotissement Beauregard**

Seules des écritures d'ordre budgétaire sont inscrites au budget primitif à hauteur de 1 620 m€ correspondant à l'ensemble des dépenses réalisées.

- **Budget pompes funèbres**

La ville n'assurant plus la prestation de creusage de tombes, ce budget annexe n'a plus lieu d'être.